

4. PECARO

(Toutes les citations sont tirées du site Internet des concepteurs de Pecaro, la CIIP : www.ciip.ch et plus précisément de l'index du projet Pecaro à l'adresse www.ciip.ch/ciip/pdf/index-pecaro.pdf)

« *Changer la personne: le projet d'unifier les mentalités pour empêcher la guerre civile relève de l'utopie. Mais il ne s'agit plus seulement de changer la société, il s'agit également de changer la personne, en agissant sur les enfants. Pour y parvenir, on remet en cause la finalité même de l'école dans un pays démocratique, qui est de réaliser l'instruction obligatoire pour tous. C'est l'obscurantisme au pouvoir.* »

Vers une école totalitaire ? L'enfance massifiée à l'école et dans la société, de Liliane Lurçat

« *Ainsi, la différenciation n'est pas, contrairement à sa prétention à prendre en compte les différences, une théorie des différences individuelles par rapport au savoir mais une théorie des écarts interindividuels par rapport à une classification dont le pédagogue détient seul les critères. Loin de s'adapter aux différences, il se voit au contraire doté d'un pouvoir de différenciation, c'est-à-dire, en fait, de classification d'après un échantillonnage des comportements. C'est là que se noue la complicité de l'entreprise diagnostique de profilage avec l'élaboration d'une pédagogie « scientifique » par objectifs. (...) Ainsi, lorsque les didacticiens élaborent des tableaux d'objectifs, ceux-ci ne définissent pas des états du savoir, mais ne sont que la règle d'une classification des attitudes observables des élèves. A chaque objectif à atteindre, correspondent des indicateurs optima et minima du comportement de l'enfant. L'entreprise psychopédagogique de profilage de la subjectivité se nourrit de telles taxonomies comportementales qui, pouvant porter sur la curiosité, la créativité, la confiance en soi ou encore l'ouverture aux autres, sont au principe d'une extension abusive de la normativité psychopédagogique à la personne même de l'élève. L'emprise comportementale est aussi totale que diffuse (de là aux discours aussi pléthoriques qu'inconsistants sur les « savoir-être », il n'y a qu'un pas).* »

Hervé Boillot et Michel Le Du, La pédagogie du vide, Puf, 1993

En Janvier 2004, la CIIP soumet à la consultation du monde scolaire son Plan d'Etudes Cadre Romand, Pecaro. L'objectif annoncé de ce plan est l'harmonisation des études dans tous les cantons romands pour soit disant faciliter la vie à ceux qui déménagent d'un canton à l'autre pendant leur scolarité. Combien de familles romandes déménagent chaque année d'un canton à l'autre ? En fait, il s'agit de légaliser et graver dans le marbre toutes les sottises éducatives de l'école qui jusque-là étaient imposées aux enfants en douce. Ce « *projet complet de formation* » est en quelque sorte la consécration d'EVM, d'Objectif Grandir, du Développement Durable, des Droits de l'Enfant, des thérapies « sanitaires » de groupe et de toutes les autres formes systémiques d'endoctrinement scolaire que la CIIP a imposé à l'école publique. De plus, selon ses concepteurs, le contenu de Pecaro serait « *évolutif* ». Cela veut dire que chaque fois qu'il est modifié, les Plan d'Etudes de tous les cantons doivent être modifiés. De cette façon, les pédagogistes obtiennent le droit d'inclure dans la loi scolaire un Plan d'Etudes Vaudois, lui-même modifiable à volonté.

Pecaro qui sera la référence de toute la scolarité obligatoire, préscolaire compris, contient trois parties principales : **les capacités transversales, le domaine des disciplines, la formation générale dite « domaine sociétal »**.

Dans le projet Pecaro, le chapitre consacré aux *capacités transversales* commence par deux phrases tirées de la Bible pédagogue nommée la *Déclaration de la CIIP sur les finalités et objectifs de l'école publique* :

«L'école contribue au développement intellectuel, social et affectif de l'élève. Elle assume une mission globale et générale de formation qui intègre des finalités et des objectifs d'instruction et d'éducation ». Autant dire que l'école s'occupe de **tout** ce qui concerne l'enfant. Je me demande quand la CIIP osera proposer un projet exigeant de déposer tous les nouveaux-nés devant la porte de l'école. Autre perle expliquant l'étendu du champ couvert par les fameuses « capacités » :

«*Fondée sur la mobilisation et l'utilisation efficace d'un ensemble de ressources (d'ordre intellectuel, méthodologique, personnel, social et de communication), elle [la capacité] doit permettre à chacun de se confronter à la complexité, de s'initier à la recherche, au traitement de l'information, à la construction d'arguments, et de clarifier ce qui relève des connaissances, des opinions, des jugements et des émotions. La capacité fait référence au développement de savoirs-connaissances, de savoirs-faire, de savoirs-être et de savoirs-devenir.* » Il ne suffit pas à l'élève de savoir être, c'est-à-dire, avoir appris à être comme on veut qu'il soit, mais il faut aussi qu'il *sache devenir*, c'est-à-dire modifier son être au fur et à mesure que les nouvelles exigences lui sont indiquées. Non, il ne s'agit pas de la documentation d'une secte lugubre, il s'agit toujours de ce plan cadre conçu pour « former » nos enfants ! Du reste, la CIIP ne cache pas ses intentions honteuses lorsque, dans sa Déclaration relative aux finalités et objectifs de l'Ecole publique, elle proclame que l'école publique veille « *à l'articulation entre l'instruction et l'éducation, de manière à permettre à l'élève de construire ses valeurs éthiques et spirituelles* ». Combien de citoyens sont au courant de ces intentions totalitaires ?

Ces « capacités » seraient des « *aptitudes, notamment, qui rendent possible l'apprentissage tout au long de la vie et qui permettent de s'adapter à un monde en constante évolution.* » Pourvu que tous s'adaptent et apprennent à s'adapter tout au long de la vie ; pas un poil ne doit dépasser.

En fait, que veut dire « apprentissage » dans le langage des pédagogistes ? Pecaro donne la définition générale de ce mot clé d'une importance capitale: *Acte de perception, d'interaction et d'intégration d'un objet par un sujet. Acquisition de connaissances et développement d'habiletés, d'attitudes et de valeurs qui s'ajoutent à la structure cognitive d'une personne. Processus qui permet l'évolution de la synthèse des savoirs, des habiletés, des attitudes et des valeurs d'une personne.* (Legendre, 1993)

Il est clair que « apprentissage » veut dire « éducation », c'est-à-dire, conditionnement, lavage de cerveau. Je vous laisse déduire ce que veut dire « apprentissage tout au long de la vie ». Cette définition doit être apprise par cœur pour s'en souvenir chaque fois qu'on entend le mot « apprentissage ».

Les cinq « capacités », ou selon Pecaro, « *quasiment cinq ensembles de métacapacités génériques* » que les élèves doivent développer en priorité sont la collaboration, la communication, la démarche réflexive et le sens critique, la pensée créatrice, les stratégies et la réflexion métacognitive. Voici quelques uns des « descripteurs » de ces capacités qui explicitent comment chaque élève doit être:

-*la collaboration* : manifester une ouverture à la diversité culturelle et ethnique, reconnaître les intérêts et les besoins de l'autre, reconnaître ses valeurs et ses buts, se faire confiance, **identifier ses perceptions, ses sentiments et ses intentions**, percevoir l'influence du regard des autres, manifester de plus en plus d'indépendance, élaborer ses opinions et ses choix, réagir aux faits, aux situations ou aux événements, reconnaître l'importance de la conjugaison des forces de chacun, confronter des points de vue et des façons de faire, **adapter son comportement**, participer à l'élaboration d'une décision commune et à son choix etc. Cette capacité serait axée « sur le **développement de l'esprit coopératif** et sur la construction d'habiletés nécessaires **pour réaliser des travaux en équipe** et mener des projets collectifs ».

-*la communication* : choisir et adapter un ou des langages pertinents en tenant compte de l'intention, du contexte et des destinataires, **identifier différentes formes d'expression orale**, écrite, plastique, musicale, médiatique, **gestuelle** et symbolique, sélectionner les ressources pertinentes, recouper les éléments d'information provenant de diverses sources, dégager des liens entre ses acquis et ses découvertes, **adopter une attitude réceptive**, analyser les facteurs de réussite de la communication, ajuster la communication en fonction de la réaction des destinataires etc.

-*la démarche réflexive et le sens critique* : cerner la question, l'objet de réflexion, **évaluer la part de la raison et de l'affectivité dans sa démarche**, visualiser la tâche à accomplir, s'appuyer sur des repères,

exercer l'autoévaluation, **reconsidérer sa position**, transférer des modèles, méthodes et notions dans des situations du même type, développer son autonomie, prendre de la distance, **se décentrer des faits**, des informations et de ses propres actions, **renoncer aux idées arrêtées** ou toutes faites, adopter une position, reconnaître ses préjugés et comparer son jugement à celui des autres, **explorer différentes opinions** et points de vue possibles ou existants etc.

-*la pensée créatrice* : varier ses sources d'inspiration, **tirer parti des changements**, exprimer ses idées sous de nouvelles formes, **expérimenter des associations inhabituelles**, **accepter le risque et l'inconnu**, se libérer des préjugés et des stéréotypes, **identifier et exprimer ses émotions**, tenter d'harmoniser l'intuition et la logique et **la gestion d'émotions** parfois contradictoires, **s'engager dans de nouvelles idées, de nouvelles voies** et les exploiter etc.

Cette capacité serait axée sur le développement de l'inventivité et de la fantaisie, ainsi que sur l'encouragement à l'imagination et à **la flexibilité** dans la manière d'aborder **toute situation** ».

-*les stratégies et la réflexion métacognitive* : percevoir les éléments déterminants du contexte et les liens qui les unissent, reconnaître les ressemblances avec des situations proches, distinguer ce qui est connu de ce qui reste à découvrir, développer, utiliser et exploiter des procédures appropriées, dégager les éléments de réussite, gérer son matériel, son temps et organiser son travail etc. Cette capacité « renvoie à la capacité de l'élève à analyser, à gérer et à améliorer ses démarches d'apprentissage et à **formuler des projets personnels de formation** » et à « mobiliser une large gamme de démarches intellectuelles pour apprendre et pour **résoudre des problèmes** ».

Qui peut avoir la compétence d'évaluer objectivement ces capacités chez les élèves ? Et comment les enseignants vont-ils s'y prendre ? Que vont devenir les élèves qui n'adhèrent pas à des « décisions communes » [vous avez dit consensus obligatoire ?], à « expérimenter des associations inhabituelles » ou à « évaluer la part de la raison et de l'affectivité dans leurs démarches »? Ceux qui ont des opinions fermes sur certains sujets et qui ne veulent pas les modifier ? Est-ce qu'ils auront l'obligation de suivre des cours d'appui pour la « remédiation » de leur être ?

Pecaro fixe un *pourcentage minimal* de temps à consacrer à chaque domaine afin de garantir que chaque élève a accès à tous les domaines, 10% du temps est mis à la disposition des cantons pour l'introduction d'autres disciplines ou pour l'augmentation de la dotation de certains domaines. Voici le tableau de ces minima:

Domaine	%	1 ^{er} cycle	2 ^e cycle	3 ^e cycle
Arts		16	12	9
Corps et Mouvement		12	10	9
Langues		32	32	32
Mathématiques et Sciences de la nature		18	22	22
Sciences de l'Homme et de la Société		4	6	9
Formation Générale		8	8	9
Choix cantonaux		10	10	10

Pour chaque domaine, Pecaro précise des OPA (*Objectifs Prioritaires d'Apprentissage*). Par exemple, pour le domaine « *Corps et Mouvement* », quelques uns des OPA sont : *mobiliser ses aptitudes psychomotrices, exercer des pratiques sportives fondamentales, **exprimer des sentiments et des situations au moyen de son corps, utiliser son corps comme moyen d'expression et de communication, détecter le caractère sensitif des aliments et utiliser un vocabulaire spécifique, exercer des savoir-faire culinaires et équilibrer son alimentation** etc.* C'est à se demander si celui qui a inventé ces objectifs n'a pas reçu la veille une énorme brique sur la tête !

Pecaro indique les *attentes minimales* (balises pour l'élève) dans chaque domaine. Par exemple, dans le domaine « *Sciences de l'Homme et de la Société* », qui regroupe l'histoire, la géographie et le

civisme (éducation à la citoyenneté), on aurait pu trouver des objectifs visant à connaître l'histoire de son pays, les lacs et les montagnes de l'Europe ou la constitution de son canton. Vous n'y êtes pas du tout ! Ce qu'il faut savoir c'est « les Droits de l'Enfant » ! Voici les six malheureuses attentes minimales dans ce domaine pour les élèves de 3^{ème} cycle :

- dégage les principales caractéristiques physiques d'un espace (relief, hydrologie, végétation, climat,...) à partir de l'observation indirecte (photographies et cartes)
- recours à un ou plusieurs concepts géographiques (échelle, localisation, espace produit, polarisation, diffusion,...) pour décrire un espace humain ou économique
- extrait quelques éléments caractéristiques de rupture et de continuité à l'articulation de deux périodes historiques
- à partir d'un document donné évoquant un évènement ou une situation, distingue les faits historiques des interprétations subjectives
- classe et synthétise des informations pertinentes et les présente de manière cohérente dans un document personnel
- discerne et explicite ses principaux droits et devoirs en tant qu'élève et que futur citoyen (Droits de l'Humain, Droits de l'Enfant).

Où sont les contenus ? Les seuls contenus minimaux précisés sont les *Droits de l'Humain* et les *Droits de l'Enfant*.

Pecaro précise aussi les « *Conditions Cadre* » nécessaires, c'est à dire ce que l'école doit faire pour que l'élève puisse atteindre ces objectifs minimaux. Ne croyez surtout pas qu'une condition indispensable serait que *le maître enseigne en transmettant des connaissances*. Jamais, au grand jamais ! Enseigner est tabou. Un autre tabou est le mot *livre*, l'école n'a pas à mettre un manuel d'histoire ou de géographie de référence entre les mains des élèves, mais des cartes, des statistiques, des bases de données etc. Voici ce que l'institution scolaire doit faire pour que l'élève puisse atteindre les objectifs minimaux cités précédemment pour le domaine « Sciences de l'Homme et de la Société » :

- donne accès à des documents de référence (cartes diverses, atlas thématiques, statistiques, bases de données,...)
- se préoccupe de présenter des situations à des échelles temporelles différentes
- met les élèves en contact avec des éléments du patrimoine historique (archives, monuments, musées,...)
- « installe et accompagne régulièrement les élèves dans une démarche de recherche active (problématisation, questionnement, hypothèse, recherche d'informations,...) »
- « concrétise des formes de débats démocratiques dans l'école »
- « donne l'occasion d'assister à l'exercice des pouvoirs démocratiques (législatif, judiciaire, votations,...) »

Comment se fera cet enseignement ? Pour Pecaro, les modalités d'enseignement à favoriser dans ce domaine sont : « **La situation-problème, le débat d'idées entre élèves, les jeux de rôles, les excursions, les visites de musées, la collaboration entre élèves dans le cadre de recherches, le travail en groupe** ». Voilà comment on compte donner des repères historiques aux enfants...Du reste, il est bien indiqué que « **l'enseignement/apprentissage de l'histoire doit favoriser une approche plurielle de l'histoire, basée sur des problématiques susceptibles de susciter un débat plutôt que sur un récit unique, linéaire et fermé.** »

Le domaine appelé « La Formation générale » qui obtient un temps minimal extrêmement honorable sert à combler les manquements éducatifs éventuels qui n'ont pas pu être suffisamment traités dans le cadre des disciplines et des fameuses « capacités transversales ». Ce domaine « **rassemble des thèmes qui contribuent à l'éducation globale des élèves** ». Pecaro organise ces thèmes « **en trois axes, le rapport à soi, aux autres et au monde, qui permettent d'aborder au cours de la scolarité notamment des questions posées par la citoyenneté, l'environnement, l'information et les médias, la promotion de la santé, l'orientation scolaire et professionnelle** ».

Les trois visées prioritaires de ce domaine éducatif sont : « *Développer la connaissance de soi sur les*

plans physique, intellectuel, affectif et social pour agir et opérer des choix personnels ; Prendre conscience des diverses communautés et développer une attitude d'ouverture aux autres et sa responsabilité citoyenne ; Prendre conscience de la complexité et des interdépendances et développer une attitude responsable et active face à l'avenir et à l'environnement ». Plus précisément,

« • **le rapport à soi** porte sur **l'identité personnelle** par rapport au groupe, sur les conditions de sa santé et de son bien-être et sur l'éducation au choix et à l'autonomie ; il débouche au 3e cycle sur **l'éducation à la santé** et sur l'orientation *scolaire et professionnelle* ;

• **le rapport aux autres** travaille l'approche positive du collectif et de l'altérité et participe fortement au processus de **socialisation** ; il inclut l'éducation critique aux médias ; au 3e cycle, il débouche essentiellement sur **l'éducation aux citoyennetés et aux médias** ;

• **le rapport au monde** se situe au croisement d'une réflexion sur la richesse et la fragilité de l'environnement et d'une approche de la complexité et des interdépendances à moyenne et grande échelles ; il débouche au 3e cycle sur **l'éducation à l'environnement**. »

Nous voici de retour à Objectif Grandir qui avait exactement les mêmes trois buts:

« *L'éducation générale et sociale entend donner aux élèves, chaque semaine dès leur entrée dans la scolarité obligatoire, des occasions **d'expérimenter pratiquement des situations** éducatives qui vont toucher successivement d'abord, puis simultanément :*

- ***l'enfant et son savoir intuitif, spontané, ses pensées, ses émotions, ses capacités, ses expériences vécues** ;*

- ***l'enfant en relation avec autrui - ses proches, ses amis, les adultes et les autorités qu'il rencontre dans sa vie quotidienne** ;*

- ***l'enfant inséré dans son environnement global, notamment social, écologique, culturel et civique.** »*

(Introduction)

Pour Pecaro, les quatre domaines sociétaux de formation « prioritaires » qui sont la citoyenneté, l'environnement, l'information et les médias et la santé et la prévention des conduites à risque « **réunissent des préoccupations sociales importantes voire urgentes** » ! (Urgentes pour qui ?) Et le choix de ces quatre domaines « *est dicté par l'importance qu'ils ont dans nos sociétés, plus généralement dans le monde, pour le présent et pour l'avenir, et par leur pertinence pour les élèves de la scolarité obligatoire. Ce choix est limité afin de ne pas trop disperser les intérêts, de disposer de temps pour les prendre au sérieux, pour étudier quelques questions qu'ils portent et les approfondir.* » Ce « *choix limité* » gaspille tellement de temps qu'il est amplement suffisant pour détruire toutes les chances de réussite des enfants dans la vie.

Au sujet des domaines sociétaux qui transforment les cours en « reality show », qui ouvrent l'école aux experts, associations et autres militants de causes bien choisis et qui limitent l'esprit critique à l'assimilation des d'opinions d'autrui, Pecaro précise :

« **Ces moments de travail [sic !] sont aussi exigeants que les autres** » !

Ce domaine supplémentaire d'« éducation » appelé « *le domaine sociétal* » par la CIIP sert, comme les disciplines soit disant « scolaires » ainsi que les « capacités transversales », à rendre les élèves conformes au nouvel être défini par la CIIP. Dans ce domaine non plus, on ne sait pas comment sera évalué [objectivement ?] l'être de l'élève ni qui va réussir à exécuter une telle tâche. On ne connaît pas non plus les nouveaux *thèmes* qui peuvent être ajoutés à ce domaine « évolutif » par excellence: par exemple, la pédophilie peut devenir un *thème* à traiter lorsqu'elle deviendra acceptable par notre société « civilisée ». Après tout, les Droits de l'Enfant sont là pour que personne ne puisse empêcher un enfant de s'épanouir comme il le souhaite. L'homosexualité est déjà un *thème* pour enfants. Aux USA c'est la petite Heather qui a deux mamans dans le livre *Heather Has Two Mommies*, et en France c'est le cas du petit Jean, dans le livre *Jean a deux mamans*, qui repose tranquillement à la

bibliothèque municipale et qui s'adresse aux lecteurs « de moins de 3 ans »¹!

Bien évidemment, *la Formation Générale* est loin d'être un domaine séparé des autres : « **une grande partie des apports de la formation générale peuvent être intégrés dans des domaines disciplinaires** ». Entendez, l'endoctrinement doit continuer en histoire, en géographie, en français etc., comme c'est déjà le cas. L'éducation est un domaine si énorme qu'il ne peut pas se contenter du temps minimal qu'il lui est réservé.

Il faudrait lire la totalité des objectifs de ce domaine pour se rendre compte à quel point elle englobe toutes les obsessions « éducatives » rapportées depuis le début de mon journal intime. Voici quelques exemples d'objectifs que les enseignants doivent faire atteindre leurs élèves dans le cadre de la « Formation Générale » :

- Identité : Développer la connaissance de soi et apprendre au contact des autres
- Identité : Expliciter ses réactions et ses comportements en fonction des groupes d'appartenance et des situations vécues (entre autres, « en cernant ses préférences, ses valeurs, ses idées, en les confrontant et en acceptant celles des autres »)
- Bien-être et Santé : Reconnaître ses besoins fondamentaux en matière de santé et ses possibilités d'action pour y répondre (entre autres, « en reconnaissant les manifestations de ses besoins physiques et affectifs, en identifiant des émotions en situation scolaire et en développant un vocabulaire spécifique »)
- Bien-être et Santé : Agir par rapport à ses besoins fondamentaux en mobilisant des ressources utiles (entre autres, « en classant les différents types de besoins physiques et affectifs, en se reconnaissant comme acteur dans une situation émotionnelle à l'école, en identifiant plusieurs comportements possibles dans diverses situations (encouragement, amitié, conflit, fatigue, stress, danger, ...))
- Collectif & Communautés & Altérité : Développer une attitude participative et responsable (entre autres, « en évaluant ses actes et ses attitudes, en les ajustant si nécessaire, en négociant une décision commune tout en tenant compte des intérêts et des besoins particuliers »)
- Environnement : Prendre une part active à la préservation et à la conservation d'un environnement viable (entre autres « en dégagant quelques principes éthiques quant à son confort et aux nécessités d'un **développement préservant l'avenir** ») [Ici, *le développement préservant l'avenir* fait référence à un plan gigantesque nommé *Développement Durable* qui sera traité plus loin]

Quelles sont les places respectives des connaissances et des « domaines sociétaux » dans ce plan ?

Certaines réponses de Linda Allal, présidente du groupe scientifique de Pecaro, lors de son interview publiée dans le Bulletin de la CIIP Numéro 13 (sept. 2003) sont édifiantes à ce sujet. Extraits :

Quelles sont vos attentes envers un nouveau plan d'études en Suisse romande ?

(...) Il fallait mettre en valeur ce qui est essentiel. Cette option a été approuvée par le groupe d'experts qui pensait aussi que le plan d'études ne se limitait pas au domaine disciplinaire. Les trois grandes entrées sont donc : les disciplines, les domaines sociétaux (de formation citoyenneté, environnement, santé, etc.) et les capacités transversales. La nouveauté importante est celle des domaines sociétaux. Les cantons qui réaménageront leurs curricula à partir de ce plan cadre garderont, sans doute, ces principes innovateurs.

Quels sont les savoirs de base que doivent maîtriser les élèves ?

Il ne me paraît pas judicieux de faire un catalogue des savoirs de base mais plutôt de tracer un cadre pour mener la réflexion. Il ne s'agit pas d'être exhaustif. Autrefois, l'école obligatoire devait donner un bagage complet pour la vie. Aujourd'hui, il est important d'identifier ce qui est essentiel pour les formations qui vont suivre. L'approche est toute différente. Face à la complexité croissante

¹ *Deux mamans et beaucoup d'indignation, Libération, 6 octobre 2005*
www.liberation.fr/page.php?Article=328977#

du monde, il faut trier les savoirs pertinents et décider de ce que l'on confie à l'école obligatoire et de ce qui sera traité plus tard.

Quelle gestion du temps faut-il envisager pour réaliser les divers objectifs de PECARO ?

Sans doute faut-il d'autres découpages et parfois réduire le temps consacré aux domaines disciplinaires afin de traiter certains thèmes comme celui de la santé en 8. année, par exemple. Il vaut mieux aborder ces questions de manière approfondie une fois durant la scolarité obligatoire que par petits bouts à plusieurs reprises.

Réduire le temps consacré aux disciplines scolaires pour traiter le domaine sociétal ! De mieux en mieux. Ailleurs dans Pécario, il est écrit : « Ainsi, certains objectifs du « Rapport aux autres » peuvent parfaitement être confiés à un professeur d'histoire déjà actif dans le domaine des « Sciences de l'Homme et de la Société ». Ou des dimensions de prévention du « Rapport à soi » être prises en charge par l'enseignant généraliste, ou simultanément le maître de sciences de la nature et celui d'éducation physique et sportive. » Les capacités transversales doivent aussi être traitées pendant les disciplines scolaires : « **Une plage horaire pour le traitement de ces capacités n'est pas prévue, ils sont à développer lors de l'apprentissage de toutes les disciplines.** » Le Plan d'Etudes Vaudois 2000 est tout aussi clair quant à la fonction des disciplines scolaires : « **Ainsi, les disciplines, même si elles sont distinctes dans la formation de base, ne sont pas des buts en soi, mais des moyens au service du développement de l'élève.** » Bref, les noms des disciplines scolaires sont gardés pour servir d'alibi à l'éducation de l'être et cacher le fait qu'elles n'existent pratiquement plus.

Quels sont les changements obligatoires que l'Ecole va officiellement subir avec Pecaro (« officiellement », car pratiquement tous les changements sont déjà en place, il ne reste qu'à modifier la loi) ?

Le projet Pecaro répond clairement à cette question :

Avant tout, il faut que « **chaque canton concerné accepte une forme de délégation de compétences à l'échelon supra cantonal. Ce principe ne peut se réaliser qu'au travers d'un accord intercantonal** ». Ensuite, on apprend que « **les effets « harmonisateurs » du plan cadre vont se déployer en premier lieu sur l'ajustement, respectivement la nouvelle rédaction de plans d'études dans les cantons, voire les établissements, en second lieu sur les critères de sélection ou de rédaction des moyens d'enseignement, en troisième lieu sur certains dispositifs didactiques [les articles de journaux ?] et sur les instruments de l'évaluation, et enfin, parallèlement, sur la formation initiale et continue des enseignants ainsi que sur l'analyse du système de formation et de son efficience.** »

Nous savons que Pecaro préfère les « apprentissages » par « thèmes » éducatifs et par des « situation-problème » dans lesquelles on met l'enfant. De plus, le plan cadre conseille les *débats* en classe, la *transdisciplinarité* (comme la fois où la prof d'anglais et le prof de physique se sont mis ensemble pour faire un cours, ma fille m'avait dit que c'était drôle et qu'ils n'avaient appris ni l'anglais ni la physique) *les jeux de rôles, les excursions*, ainsi que le travail en groupe. Etant donné que « **la triple présence, dans les formations initiales et continues, des trois champs que sont les domaines disciplinaires, les domaines sociétaux et les dimensions transversales est une condition nécessaire de la réussite de PECARO** », il faudra que les gentils-animateurs deviennent des pros de ces nouveaux modes d'« enseignement » et des spécialistes du lavage de cerveau grâce aux formations hautement scientifiques qui leur seront prodiguées. Il faudra aussi qu'ils s'habituent au fait qu'il ne pourront plus jamais travailler seuls, car dorénavant il faudra *collaborer* : « **La variété et l'immensité des champs et des domaines à couvrir, tant pour le généraliste que pour le spécialiste rendent indispensable le travail en équipe.** »

Les enseignants devront aussi apprendre à faire entrer dans leurs classes des « experts », des représentants du monde associatif et toutes sortes de vendeurs de mallettes sociétales. Chacun doit pouvoir venir à l'école vendre ses produits, chercher des nouveaux membres pour son association ou des nouveaux militants pour sa cause. Les enseignants ne seront pas les seuls à être éduqués et rééduqués tout au long de la vie ; les formateurs d'enseignants, les inspecteurs et les directeurs

d'établissements scolaires doivent aussi être éduqués : « (...) **la formation des formateurs est nécessaire dans cette période où l'idée de la professionnalisation s'impose. Cette formation se fait de plus en plus en étroite liaison avec les institutions universitaires. La formation professionnelle des enseignants est une priorité, formation qui s'inscrit dans des dispositifs institutionnels variés, mais qui fait place aux éléments communs précédemment retenus ainsi qu'à d'autres plus spécifiques, tels que l'épistémologie des savoirs scolaires, les processus de transposition et de construction didactiques, l'élaboration des situations d'enseignement et d'apprentissage, les modalités propres de l'évaluation. La formation des cadres, inspecteurs et directeurs d'établissements, s'inscrit dans les nouvelles missions qui leur sont attribuées.** »

Il y a plusieurs autres changements à appliquer : « *L'école est appelée à contribuer au développement cognitif, social et affectif de l'élève à travers les divers apprentissages qu'il est amené à réaliser. Le projet PECARO peut inverser le courant et permettre **que les apprentissages gèrent le temps scolaire**, à la condition qu'il se rende attentif à une triple modalité du temps des études. D'abord, permettre une temporalité longue, en repensant l'organisation de la scolarité obligatoire, **non pas sous la forme de degrés annuels, mais sous la forme de cycles d'apprentissage pluriannuels. Ensuite, faciliter une temporalité concentrée permettant de prendre en charge les domaines sociétaux de formation. Ceux-ci qui visent des transformations de comportements, s'accommodent bien d'activités de projets, des mises en pratiques au cours de demi-journées ou de journées entières. Enfin, une temporalité aussi diversifiée que possible de la journée ou de la semaine, ne conduisant pas forcément à des durées d'apprentissage d'une heure.** »*

Et ce n'est pas fini.

L'organisation du travail et des établissements scolaires devra subir progressivement quelques adaptations. L'un des objectifs déclarés de la CIIP consistait à renforcer notamment l'autonomie des établissements. « *Leurs missions de formation étant mieux structurées par l'effet du plan cadre, les équipes pédagogiques vont pouvoir progressivement **développer des « écoles avec profil »** ou des établissements travaillant partiellement par projets, pour autant que le canton l'autorise et le favorise. L'une des conditions-cadre porte indéniablement sur **l'assouplissement de la gestion horaire**, tout particulièrement au degré secondaire. Des **périodes** consacrées à des espaces-projet doivent périodiquement être dégagées **en termes de semaine, de journées ou de demi-journées afin de permettre de remplir certains objectifs. Des scénarios didactiques peuvent être développés au niveau intercantonal pour faire face à de telles situations et tenir lieu de moyens d'enseignement, telles par exemple des semaines thématiques sur la santé, l'environnement, la citoyenneté ou l'éducation aux médias. En effet, une temporalité concentrée s'avère souvent, pour le traitement de ces objectifs, plus efficace et plus prégnante que la dispersion traditionnelle dans la grille horaire. Le plan cadre va donc produire ses effets très progressivement. Il paraît toutefois judicieux de fixer un délai concerté pour rendre les plans d'études, les grilles-horaire et les règlements cantonaux «PECARO-compatibles** » ».*

Pour contrôler l'homogénéisation totale, « *un organe de validation* » doit être créé. Cet organe devra « *analyser la conformité des plans d'études des cantons, le cas échéant de leurs établissements* » et même « *en proposer la reconnaissance ou la non-validation à la CIIP* ». Tout un programme... La CIIP veut bien asseoir son pouvoir...

Il faudra aussi créer « *un organe de maintenance* » afin de mettre à jour ce plan cadre. Comme tout programme « évolutif » il sera amené à être modifié selon les souhaits de ses concepteurs idéologiques.

Mais attention :

« **La CIIP doit cependant rester seule maîtresse du calendrier des mises à jour et doit construire une politique et des dispositifs d'information adéquats.** » Evidemment...

Aux sujets des changements induits par Pecaro, il faut noter que nous passons de l'instruction par « programme d'études » à l'apprentissage par « curriculum ». Il s'agit d'un changement de cadre de référence, ce qui n'est pas négligeable :

« Pourquoi opter pour un curriculum global ?

A la suite des orientations des plans cadre du secondaire II et des réformes entreprises par les pays de l'OCDE, la CIIP a opté pour une démarche qui s'inscrit dans la notion actuelle du **curriculum**. Celui-ci conçoit un programme général comme **un ensemble complet et équilibré de formation**, qui doit définir et organiser entre elles les principales connaissances et compétences à acquérir au cours (au terme) des divers cycles d'enseignement et finalement au terme de la scolarité obligatoire. **Un tel programme met l'accent sur ce que l'élève doit apprendre plutôt que sur ce que le maître doit enseigner**. Il construit une progression, elle-même traduite en repères et indicateurs qui permettent de vérifier les apprentissages et de **détecter les lacunes chez chaque élève**. » Je vous laisse imaginer la « détection des lacunes » dans les domaines sociétaux ! Ils ont vraiment perdu la tête...

Le lexique de Pecaro donne les définitions des mots « programme » et « curriculum » :

PROGRAMME « Ce terme s'oppose à celui de curriculum. **Un programme est une liste de contenus à enseigner** qui s'accompagne généralement d'instructions méthodologiques qui les justifient éventuellement et donnent des indications sur la méthode ou l'approche que ses auteurs jugent la meilleure ou la plus pertinente pour enseigner ces contenus. (Raynal & Rieunier, 1997) »

CURRICULUM « **Enoncé d'intentions de formation** comprenant : - la définition du public cible - les finalités - les objectifs - les contenus - la description du système d'évaluation - la planification des activités - **les effets attendus quant à la modification des attitudes et des comportements des individus en formation**. (Raynal & Rieunier, 1997) »

« Ensemble de savoirs qui a pour objet pratique **la construction méthodique d'un plan éducatif, global ou spécifique, reflétant les valeurs et les orientations d'un milieu et devant permettre l'atteinte de buts prédéterminés de l'éducation**. (Legendre, 1993) »

C'est très clair non ?

Que dit Pecaro au sujet de l'évaluation ?

Dans un système où on doit changer l'être, on doit utiliser l'évaluation formative :

« Le développement continu des savoirs, l'accroissement des exigences de qualification, l'accélération du rythme de changement questionnent l'école sur le plan des savoirs et compétences qu'elle doit privilégier pour préparer les jeunes à s'intégrer à une société apprenante, nécessitant un apprentissage à vie. C'est ainsi que plusieurs systèmes éducatifs accordent une attention croissante au développement de capacités dites « transversales », telles que les capacités de communication, d'analyse, de résolution de problème, de gestion des informations, de jugement critique, de travail coopératif, et à la nécessité pour l'école de jeter des bases solides sur lesquelles pourra s'édifier une formation continue. Cette vision de l'apprentissage conduit à privilégier une conception plus globale de la formation, axée sur le développement intellectuel et social et reposant sur une plus grande collaboration entre les disciplines. **Elle vient par ailleurs questionner certaines modalités d'évaluation traditionnelle et réaffirmer la fonction formative de l'évaluation, autrement dit son rôle de soutien à l'apprentissage**. »

Soit on supprime le mode d'évaluation ancien (avec notes chiffrées), soit on tue Pecaro :

« (...) si une réforme du curriculum modifie les plans d'études et les moyens d'enseignement sans transformer les démarches et les outils d'évaluation, le risque est grand que les pratiques pédagogiques demeurent inchangées ou qu'elles perdent leur cohérence, c'est-à-dire que les situations d'enseignement se distancient des activités d'évaluation, au détriment surtout des élèves de faible niveau scolaire. **Ainsi, il n'est sans doute pas exagéré d'affirmer que l'innovation dans le domaine du curriculum passe par l'évaluation ou qu'elle ne passe pas**. »

Des outils extrêmement performants qui évaluent l'exécution de chacune des volontés sociétales et transversales de Pecaro doivent être produits :

« Pour que les attentes du PECARO jouent pleinement leur rôle, il est nécessaire de développer, pour l'enseignant, une solide instrumentation de régulation des apprentissages. Celle-ci doit reposer sur un concept romand d'évaluation pédagogique. Sur la base de nombreux exemples déjà développés et utilisés en Suisse ou dans divers pays étrangers, les outils les plus utiles à la suite du plan cadre sont sans conteste :

- des gammes de **situations didactiques** exemplifiées dans tous les domaines de formation et pour tous les cycles autrement dit des séquences didactiques conformes aux intentions du plan cadre, **accompagnées d'exemples de travaux d'élèves** de divers niveaux ;

- des **échelles descriptives intermédiaires par rapport aux balises PECARO** dans le but d'amener d'une part l'enseignant à mieux différencier et adapter son enseignement, d'autre part à communiquer avec plus de précisions avec l'élève et ses parents quant à la progression individuelle face aux objectifs d'apprentissage ;

- des **instruments validés d'évaluation dans tous les domaines de formation et pour tous les cycles** c'est-à-dire des **outils de guidage** et d'auto-contrôle correspondant aux échelles d'attentes et permettant aux enseignants de vérifier en toute autonomie et **sans regard extérieur** (des parents ?) la progression de leur classe et de chaque élève par rapport à un échantillon témoin du même degré scolaire ;

- des **épreuves critériées et commentées, scientifiquement validées** (sic ! Est-ce qu'il existe un seul petit point de Pecaro qui soit scientifiquement validé ?) **constituant des points de repère plus complets et plus précis quant au développement des compétences à certains moments de l'année scolaire. Le cadre de référence des OPA est conçu en vue d'un développement arborescent sur l'Internet, permettant à l'avenir d'accéder à des banques de situations didactiques et d'instruments d'évaluation comme à des ressources d'enseignement** ».

Génial ! Les enseignants pourront enregistrer leurs évaluations des compétences sociales de chaque élève dans des fichiers informatisés ! On ne sait toujours pas comment ils exécuteront leurs évaluations. Si l'enfant ne pleure pas en voyant un film sur la déforestation en Amazonie, sera-t-il considéré socialement malade ? Si l'enfant tient à sa religion (monothéiste), sera-t-il considéré mentalement malade ? S'il est contre l'adoption par les couples homosexuels, sera-t-il enfermé ?

« Pour assurer la cohérence des pratiques d'évaluation à travers les onze années de l'école enfantine et de la scolarité obligatoire, il est important que le plan cadre énonce un ensemble de principes qui constituent une sorte de charte d'évaluation de l'école romande. Les principes d'une telle charte sont déterminés par les finalités et les valeurs qui sous-tendent le projet global de formation de l'élève. »

« Il convient dès lors de mandater la production d'un recueil, pour chaque cycle d'apprentissage, d'outils et de situations d'évaluation illustrant les principaux objectifs d'apprentissage du plan cadre. »

« Une question difficile et délicate concerne la place à accorder aux différentes composantes du plan cadre dans le renouvellement des pratiques et des outils d'évaluation. Pour les domaines disciplinaires de formation, il s'agit avant tout de prévoir des transformations des pratiques existantes pour les rendre mieux adaptées aux objectifs du plan d'études et aux finalités du projet global de formation de l'élève. Pour les domaines sociétaux de formation et pour la formation des capacités transversales, la situation est différente. Ces domaines ne sont pas présents aujourd'hui dans les moyens officiels de l'évaluation scolaire. Si on devait leur donner une place équivalente à celle de l'évaluation des domaines disciplinaires, l'édifice scolaire courrait le risque de s'effondrer sous le poids de l'activité évaluative. En même temps, si aucune mention n'est faite de ces domaines dans les moyens d'évaluation officiels, il est inévitable que des activités d'enseignement en rapport avec ces domaines n'aient guère de place en classe. Une politique pragmatique peut se définir comme suit. Dans le cadre des évaluations sommatives officielles (appréciations qualitatives et notes chiffrées

inscrites dans le livret, résultats des épreuves externes), les domaines disciplinaires restent la « trame » centrale, mais **certaines informations complémentaires (portfolios, commentaires rédigés dans le livret, discussions avec les parents d'élèves lors d'entretiens, notamment) présentent une vision plus globale de la progression scolaire de l'élève, y compris dans les domaines sociétaux de formation et dans la formation des capacités transversales.** La mise en valeur de ces composantes peut s'appuyer en outre sur deux mesures plus concrètes. (1) **Lorsque des moyens didactiques sont créés pour certains thèmes des domaines sociétaux de formation, il convient d'intégrer des formes appropriées d'évaluation** (par exemple, propositions pour la constitution d'un portfolio) dans ce matériel. (2) **Un document de référence ad hoc peut expliciter, à l'intention des enseignants, comment promouvoir le développement de capacités transversales dans des situations d'enseignement disciplinaire ou sociétal par des pratiques d'évaluation formative** qui donnent une place à l'implication active de l'élève (démarches d'autoévaluation, d'évaluation mutuelle entre apprenants, de co-évaluation entre enseignant et élèves, notamment).

L'utilisation de Pecaro est-elle obligatoire ?

Ses concepteurs veulent donner à Pecaro « *un poids juridique et politique supérieur* » ainsi que le droit de vérifier son utilisation à la lettre dans les cantons. Extraits de l'article intitulé « Le PECARO à la veille de décisions politiques importantes - Du projet pédagogique au projet politique » de Jean-Marie Boillat, ancien secrétaire général de la CIIP² :

« La Conférence a fort opportunément décidé d'explorer une nouvelle voie décisionnelle, susceptible de conférer au projet PECARO un poids juridique et politique supérieur. En ce sens, elle a chargé son secrétariat général (séance du 22.05.03) de préparer une proposition d'accord intercantonal engageant la responsabilité des Gouvernements cantonaux et assurant à PECARO, à son suivi et à son application, une véritable dimension politique intercantonale. (...) La forme d'une convention intercantonale administrative paraît à première vue la piste à explorer. Conçue et adoptée à l'unanimité par la Conférence, la convention ne porterait effet juridique qu'à la suite de sa ratification par les Gouvernements des cantons membres de la CIIP. (...) Le plan d'étude cadre (PECARO), devenu norme de droit intercantonal, implique l'engagement des autorités cantonales individuelles à assurer la conformité de leurs plans d'études et autres instructions didactiques à ladite norme et à en admettre la vérification. Il s'ensuit nécessairement, d'une part une délégation de compétence à une autorité intercantonale qui ne peut être que la CIIP [ben voyons...] et d'autre part la mise en place d'un dispositif technique d'examen et d'analyse des plans cantonaux (commissions et groupes de travail) dont le fonctionnement devrait, sans doute, être explicite dans les termes de la convention. La mise en œuvre concrète du dispositif ne pourrait intervenir que plusieurs années après l'adoption initiale de PECARO, laissant suffisamment de temps pour l'adaptation des plans cantonaux. (...) La pérennité du projet de coordination PECARO implique donc que la mission de son adaptation, à intervalles réguliers ou en continu, soit inscrite au cœur de son dispositif d'adoption, à savoir dans la convention. »

Si on ajoute à cette convention qui délèguera tous les pouvoirs à la CIIP, toutes les nouveautés expliquées plus haut ainsi que le nouveau système d'évaluation qui sera mis en place, il n'est pas difficile d'imaginer la terrible pression de conformité que subira le corps enseignant. De plus, il n'y a aucun doute que les enseignants seront évalués de très près et pas seulement au niveau des méthodes d'enseignement, mais aussi sur l'adéquation de leurs « compétences » et « valeurs » à celles exigées par la CIIP.

Pecaro est-il légal ?

Un des secrets les mieux gardés par l'intelligentsia est l'article 4 de la loi scolaire Vaudoise. Dans leurs rapports, projets et autres documents, afin de leur donner une apparence légale, ces apprentis-sorciers listent tous les articles de loi et de règlements, sauf l'article 4 qui dit :

² Bulletin de la CIIP Numéro 13, sept. 2003

« L'école respecte les convictions religieuses, morales et politiques des enfants et de leurs parents. Toute forme de propagande y est notamment interdite. »

QUELLE BLAGUE !

Pecaro est illégal. Il ne respecte ni la loi scolaire, ni la liberté de pensée, ni la démocratie. Il veut TOUT contrôler : « rapport à soi », « rapport aux autres », « rapport au monde », « construire ses valeurs éthiques et spirituelles » et j'en passe... A mon avis, le Projet Pecaro ainsi que la Déclaration de la CIIP sur les finalités et objectifs de l'école publique méritent une seule chose : le classement vertical dans la corbeille.

PECARO, Le Développement Durable (DD), et la Fondation Education & Développement

*« L'Agenda 21 - le plan d'action du Sommet de la Terre de Rio- demandait en 1992 à tous les pays d'intensifier leurs efforts pour que les questions de l'environnement et de développement s'implantent véritablement dans l'éducation. De nouvelles coalitions étaient appelées à se former pour mener à bien cette tâche. C'est ainsi que la CDIP-CH [Conférence des Directeurs de l'Instruction Publique], la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), les organisations non gouvernementales membres du Forum 'Ecole pour un seul monde', de même que les associations d'enseignants créèrent ensemble en 1997 la **Fondation 'Education et Développement'**. Cette dernière a pour but d'encourager la transmission d'une vision globale du monde à l'école et une approche concrète des concepts du développement durable. »*

Site Internet de la Conférence Intercantonale de l'Instruction Publique (CIIP)³

Pecaro contient l'Education au Développement Durable en son sein via l'éducation à la santé, l'éducation à la citoyenneté, l'éducation à l'environnement, l'imposition de nouvelles valeurs et de comportements conformes à un « *développement préservant l'avenir* », mais, fait gravissime, il n'utilise pas le mot « durable » !

La *Fondation Education & Développement* qui fait partie des organismes consultés dans le cadre du projet Pecaro, n'est pas satisfaite et veut que le concept « Développement Durable » soit explicitement présente dans Pecaro. Rappelons au passage que la CIIP, concepteur de Pecaro, se trouve dans le conseil de fondation et parmi les organisations qui financent la Fondation Education & Développement. Quelques extraits de la prise de position de cette Fondation par rapport au projet Pecaro⁴ :

« La Fondation Education et Développement estime qu'il est important que la prise en compte d'une perspective mondiale des grands enjeux de société se basant sur les principes du développement durable (DD) et les droits humains (DH) soit présente explicitement dans le PECARO. »

La Fondation précise que le DD doit être inclus dans le domaine « Formation Générale » de Pecaro et propose même les objectifs prioritaires d'apprentissage (OPA) qu'il faudrait y ajouter.

Parmi les modifications proposées, se trouve, entre autres, ce nouvel Objectif Prioritaire d'Apprentissage qui indique que le DD doit faire partie des références éthiques des élèves :

« Analyser quelques conséquences de la mondialisation, en utilisant les principes du développement durable et les droits humains comme cadre de référence éthique. »

³ CIIP, Les institutions subventionnées, Fondation Education et Développement, www.ne.ch/ciip/CompositionCIIP2.htm#edudev (inatteignable)

⁴ Prise de position de la fondation Education&Développement par rapport à PECARO, <http://www.globaleducation.ch/francais/pagesnav/frames.htm>, n'existe plus à cette page

Et comment les élèves atteindront-ils cet objectif prioritaire ? Que doivent-ils étudier à l'école ? Comment doivent-ils se comporter ?

« En reconnaissant la complexité de la pensée humaine, ses processus et ses manifestations psychiques et culturelles,

En étudiant les multiples conséquences des échanges de personnes, de marchandises, de biens, de services,

*En étudiant les influences des **organisations internationales** et **ONG**,*

En étudiant les différents courants d'idées soutenant ou s'opposant au 'développement' de tous les pays sur le modèle occidental,

*En étudiant historiquement le phénomène de **l'identité planétaire** et de la mondialisation,*

*En utilisant une **approche systémique** pour aborder l'analyse d'un enjeu mondial et les principes et stratégies qui permettent d'affronter les incertitudes,*

*En identifiant les moyens d'action du **citoyen mondial** pour intervenir et se comporter de manière responsable. »*

Pour donner du poids à sa position par rapport à Pecaro, La Fondation cite certains textes de référence qui contiennent déjà les notions « d'éducation au développement durable » et « d'éducation à la citoyenneté mondiale » comme La Déclaration de Maastricht de l'éducation globale, La Constitution Fédérale, La décennie des Nations Unies de l'Education pour un Développement durable, Le Programme d'action de la CDIP ainsi que la fameuse Déclaration de la CIIP. Mise à part la Constitution Fédérale qui dit, selon la Fondation, que la Confédération favorise le Développement Durable, je ne vois pas en quoi ces textes peuvent constituer des « références » pour nos écoles.

La Fondation Education & Développement, dans son texte *L'éducation vers un développement durable* a l'honnêteté d'accepter que des intérêts particuliers souvent concurrentiels risquent de s'accaparer le concept de Développement durable contribuant à le rendre flou :

« Le champ d'apprentissage de l'EDD est fortement influencé par des approches sectorielles (éducation à l'environnement, éducation dans une perspective globale, promotion de la santé, éducation aux droits de l'Homme, éducation à la citoyenneté etc.). Celles-ci représentent des intérêts particuliers, sont parfois complémentaires, souvent concurrentielles et leurs offres se situent pour l'instant trop souvent en marge du système éducatif. Le danger que chaque approche s'approprie le concept d'EDD n'est pas à sous-estimer. Tout cela contribue au flou du concept de l'EDD. »

La Fondation, dans son texte intitulé *L'éducation dans une perspective globale pour plus de justice sociale* donne des exemples d'activités pour les élèves :

« Dans un quartier de Berne, les élèves d'une classe de deuxième secondaire sont occupés, en équipes de deux, à rechercher l'origine des T-shirts qu'ils portent et lisent à haute voix ce qui est inscrit sur l'étiquette. «Made in Portugal», «Made in Vietnam» ou encore «Made in Bangladesh». Les élèves constatent que leurs T-shirts ont fait le tour du monde avant d'arriver en Suisse! Le professeur appelle ce genre d'article «produits globalisés» et trace le parcours d'un T-shirt: le coton est cultivé en Afrique de l'Ouest; il est filé en Turquie; le fil brut est acheminé dans des usines de tissage à Taiwan; le tissu arrive en Pologne où il est teinté; le T-shirt est coupé et cousu au Bangladesh; enfin des commerçants européens achètent le produit fini sur place et le distribuent dans nos magasins. »

*« L'habillement est un sujet qui préoccupe les jeunes. Suivre la mode et exprimer son identité à travers les vêtements est important. Dans ses explications, le professeur établit un lien entre notre univers familial et le contexte mondial. Dans un autre cours, les élèves découvrent la vie des agriculteurs en Afrique de l'Ouest, comment ils cultivent le coton; dans quelles conditions les enfants travaillent dans une fabrique de textiles au Bangladesh et quels sont les coûts écologiques du «tour du monde» d'un T-shirt. **Sur la base de ces connaissances, les élèves développent des repères éthiques faisant référence à des valeurs individuelles, collectives ou universelles. Ils apprennent à traduire ce savoir en actions concrètes. En tant que consommatrices et consommateurs, ils renonceront peut-***

être à acheter certaines marques qui tolèrent le travail illégal des enfants, ou parce qu'ils savent que le prix bas affiché est attribuable au salaire insuffisant des producteurs dans un pays en développement. »

Dans ce même texte, la Fondation va jusqu'à préciser les opinions, valeurs et comportements qu'elle voudrait voir développés chez les élèves en donnant des exemples de réactions attendues:

-Acquérir les connaissances nécessaires pour comprendre les relations d'interdépendance du monde actuel.

Par ex. quel est le travail fourni pour produire mon T-shirt? Qui l'exécute?

-Apprendre à développer des opinions personnelles reposant sur un système de valeurs. Par ex. je condamne l'exploitation des enfants au travail.

-Développer des compétences pour traduire les connaissances acquises en actes. Par ex. je modifie mes habitudes de consommation et j'achète des produits Fair Trade.

Extraordinaire ! Vous avez dit formation de l'être ?

Et ce n'est pas fini. Il y a deux autres textes de la Fondation qui sont encore plus explicites. Ces deux textes concernent le Congrès National du 28-29 novembre 2002 intitulé « *Le Développement Durable fait école – l'école fait-elle du Développement durable ?* ». La Fondation Education & Développement se trouve parmi les organisateurs de ce Congrès qui a été soutenu, entre autres, par la DDC (Direction de la coopération et du Développement, l'OFEFP (Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, l'OFES (Office fédéral de l'éducation et de la science), l'OFSP (l'office fédéral de la santé publique) et la CDIP (Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique). Dans la liste des personnes qui ont participé au débats ou en tant que conférencier on peut lire, Joseph Deiss, Conseiller Fédéral et Chef de la DDC.

1- *Education au Développement Durable*, l'exposé de Simone Forster⁵, collaboratrice scientifique de l'Institut de Recherche et de Documentation Pédagogique (IRDP) compile les éléments essentiels qui ressortent des tables rondes organisées pour préparer le Congrès National réunissant «56 experts de différents domaines pédagogiques transversaux (éducation à l'environnement, éducation globale, promotion de la santé, pédagogie interculturelle) ».

Extraits :

« *En 1992, le Sommet de la Terre de Rio souligne l'importance du concept de développement durable et propose un programme d'action : **Agenda 21**, lequel devient un principe repris dans toutes les conférences internationales. »*

« ***Le chapitre 36 de l'Agenda 21 souligne le rôle essentiel de l'éducation au développement durable. Celle-ci tarde toutefois à pénétrer dans les programmes scolaires. Il lui manque une reconnaissance et des objectifs d'apprentissage. »***

« *Tous les experts et expertes s'accordent à dire que **cette éducation se fonde sur une attitude morale et éthique** (...).Elle s'inscrit dans trois sphères : environnement, économie, société et touche toutes les activités humaines. »*

« *Cet enseignement est difficile car les sujets sont complexes, **évolutifs** et souvent controversés (questions climatiques, par exemple). La définition elle-même manque de clarté car tout le monde ne s'accorde pas sur ses contenus. On peut dire, toutefois, que ses buts sont de permettre aux élèves d'accéder à des connaissances qui les aident à saisir certains aspects de la problématique. **On espère ainsi agir sur les attitudes et développer les valeurs et les comportements d'une citoyenneté responsable. Les experts et expertes ont évoqué cinq champs d'apprentissage : l'interdépendance,***

⁵ Site du Congrès National Suisse, « Le développement durable fait école, L'école fait-elle du Développement Durable ? », *Education au Développement Durable*, www.education21.ch/FR/education21.cfm, cliquer Documentation, ou aller directement à : www.education21.ch/cm/myUploadData/BILDUNG%5FF%DCR%5FNACHHALTIGE%5FENTWICKLUNG%5Ff.pdf (inatteignable)

l'équité sociale, les conflits et leur résolution, les images et leur perception, les transformations et l'avenir. Ce programme paraît trop ambitieux et plutôt éclectique. Il exige une révision des missions de l'école [ce qui est déjà accompli en janvier 2003 par la Déclaration de la CIIP sur les Finalités et Objectifs de l'école publique] et une formation que ne reçoivent pas les enseignants et enseignantes. »

« Les experts et expertes ont souligné que l'approche au développement durable, dite transversale, devait pénétrer dans toutes les disciplines, tant scientifiques (sciences naturelles, connaissance de l'environnement, géographie) qu'humaines (histoire, démographie, économie, éducation civique ou à la citoyenneté). Cette éducation peut être dispensée à l'aide des didactiques socio-constructivistes appliquées, en principe, dans les classes. En effet, ces manières actives d'apprendre en émettant des hypothèses, en tâtonnant, en faisant, en multipliant les expériences, en confrontant ses idées à celles des autres, pratiquées dans certaines disciplines comme les mathématiques[sic !], s'adaptent parfaitement à une éducation au développement durable. »

« Il est important que les thèmes et problèmes choisis soient traités de manière ludique, participative, coopérative et interdisciplinaire relèvent les experts et expertes (...). »

« L'école change et le corps enseignant aussi. Le rôle de ce dernier n'est plus seulement de transmettre des connaissances mais de créer les conditions d'apprentissage qui permettent aux enfants d'appréhender et de construire leurs savoirs. Cette profonde mutation change son image : il n'est plus seul détenteur de savoir. Il joue de plus en plus un rôle d'animateur. Ce changement implique qu'il n'est plus seul derrière la porte close de sa classe mais qu'il travaille en équipe. Cette évolution, relèvent les experts et les expertes, est favorable à la pratique du développement durable.»

2- Education vers un Développement Durable – Changement de perspectives pour les objectifs et les contenus, une contribution à la discussion.⁶

Extraits :

« Nous pouvons poser comme prémisse au Congrès que le développement durable est une nécessité. Il est très probable que le rôle de l'éducation est de participer à la compréhension de cette nécessité et à celle du développement visé. A ce jour, les conséquences d'une éducation vers un développement durable sur les contenus de cette éducation sont encore inconnues. Afin de présenter au Congrès une proposition de réponse à cette question, la Fondation Education et Développement a mandaté la société de conseils obcz.consult AG, Zurich pour tracer les grandes lignes des objectifs et des contenus d'une éducation vers un développement durable à travers une contribution précise et compréhensible.

Il s'agit donc de l'élaboration des plans d'études, qui est essentiellement une question de choix des contenus de l'éducation.»

Quels seraient les changements nécessaires pour agir à l'école en faveur du Développement Durable? La mutation est gigantesque : il faut changer les objectifs de l'école, le contenu et l'orientation des disciplines scolaires, les compétences à faire acquérir aux élèves ainsi que leurs valeurs et leurs représentations concernant la société. En voici quelques uns proposés par les consultants de la Fondation (je conseil vivement de lire la totalité de ce texte qui fait mal par sa clarté, surtout si on sait que son contenu est déjà en place dans les écoles) :

**-Dans « l'hierarchie des objectifs », changement DE : Priorité de l'instruction sur l'éducation
VERS : Priorité de l'éducation sur l'instruction**

**-Dans la discipline « connaissance du milieu », changement DE : Environnement proche
VERS : Environnement mondial**

⁶ Site du Congrès National Suisse, « Le développement durable fait école, L'école fait-elle du Développement Durable ? », *Education vers un Développement Durable, changement de perspectives pour les objectifs et les contenus*, www.education21.ch/FR/education21.cfm, cliquer Documentation, ou aller directement à : www.education21.ch/cm/myUploadData/Diskussionsbeitrag_obcz_fl.pdf

**-Dans la discipline « religion », changement DE : Culture chrétienne
VERS : Religions du monde**

**-Dans « la représentation de l'organisation de la société », changement DE : Démocratie
(représentative) sur le plan national
VERS : Contrôle démocratique sur le plan global**

**-Dans la compétence « capacité de jugement », changement DE : L'école obligatoire cherche à
favoriser la capacité de jugement
VERS: L'élève prend position sur ses propres actes et ceux des autres en référence à des valeurs
morales.**

Tout ceci nous donne une idée de ce qu'implique le Développement Durable à l'école. Même si son nom fait penser à la protection de l'environnement pour le bien des générations futures, son contenu est beaucoup plus large et touche à *toutes les facettes* de l'être humain. C'est comme tous les projets mondiaux systémiques qui ont des noms très respectables mais qui, une fois examinés de près, utilisent l'Ecole pour changer la société et pour la contrôler, tout en empêchant le débat public.